

LE SOCIALISME

DOCUMENT

L'attentat du 7 octobre a été le point culminant d'un changement stratégique visant à remettre en cause l'endiguement du mouvement.

https://foreignpolicy.com/2023/11/22/hamas-gaza-israel-netanyahu-palestine-apartheid-containment-resistance/?tpcc=recirc_latest062921

Avertissement aux lecteurs.

Les éditions en ligne de *Foreign Policy* dépendent de The Washington Post Company au travers de sa filiale The Slate Group.

Traduction automatique réalisée par deepl.com.

Ce document confirme que les Palestiniens n'avaient plus le choix la veille du 7 octobre 2023 : soit ils disparaissaient en tant que peuple, soit ils déclenchaient une opération militaire de grande ampleur contre l'occupant afin qu'on ne les oublie pas ou pour continuer à exister, et non pour obtenir l'élargissement la libération de quelques centaines ou milliers de prisonniers comme certains se plaignent à raconter.

Par Tareq Baconi, le 22 novembre 2023.

Président du conseil d'administration d'Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network et auteur de *Hamis Contained : The Rise and Pacification of Palestinian Resistance*.

L'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre a déclenché une chaîne d'événements imprévisibles, et il est trop tôt pour déterminer comment cette attaque pourrait influencer le cours futur de la lutte pour la libération de la Palestine. La destruction massive de la bande de Gaza et la perte effroyable de vies civiles sont un coup douloureux pour les Palestiniens, qui rappelle la Nakba de 1948. Parallèlement, l'illusion selon laquelle la question palestinienne pouvait être balayée alors que l'apartheid israélien persistait a été brisée, et la Palestine est de nouveau au premier plan de l'agenda mondial, avec une reconnaissance croissante de la nécessité de la traiter, même si les massacres brutaux du 7 octobre ont polarisé le débat autour d'elle.

Depuis 2007, la présence du Hamas dans les territoires occupés s'est limitée à la bande de Gaza, où le mouvement a été efficacement contenu par l'utilisation d'un blocus hermétique qui a emprisonné collectivement les 2,3 millions de Palestiniens de Gaza. Dans son confinement, le Hamas est resté coincé dans ce que j'ai appelé un "*équilibre violent*", où la force militaire

est apparue comme un moyen de négocier des concessions entre le Hamas et Israël. Le premier utilise des missiles et d'autres tactiques pour contraindre Israël à assouplir les restrictions du blocus, tandis que le second répond par une force écrasante afin de renforcer la dissuasion et d'assurer le "*calme*" dans les zones entourant la bande de Gaza. Grâce à cette violence, les deux entités ont opéré dans un cadre permettant au Hamas de conserver son rôle d'autorité dirigeante à Gaza, même dans le cadre d'un blocus qui exerce une violence structurelle quotidienne sur les Palestiniens.

À partir de 2018, le Hamas a commencé à expérimenter différents moyens de modifier cet équilibre. L'un d'entre eux consistait à autoriser les manifestations populaires contre la domination israélienne. La Grande Marche du retour de 2018 a été l'un des plus grands exemples de mobilisation populaire palestinienne. La manifestation est née d'une initiative de la société civile qui a été autorisée, soutenue et finalement gérée par un comité composé des différents partis politiques de Gaza, y compris le Hamas. En tant qu'autorité dirigeante, le Hamas a fourni une grande partie de l'infrastructure nécessaire à la mobilisation, notamment des bus pour transporter les militants. Il s'agit là d'un changement radical par rapport aux moyens utilisés traditionnellement par le Hamas pour lutter contre le blocus.

L'équilibre s'est encore modifié quelques années plus tard, en 2021, lorsque le Hamas a utilisé son arsenal militaire pour riposter à l'agression israélienne à Jérusalem. Avant les tirs de roquettes du Hamas, Israël s'était activement employé à expulser les familles du quartier de Sheikh Jarrah de leurs maisons pour faire de la place aux colons juifs. Cela a déclenché une vaste mobilisation des Palestiniens sur l'ensemble du territoire de la Palestine historique. L'État israélien a réagi par la force et des arrestations massives contre des manifestations pacifiques qui comprenaient des prières autour de la mosquée Al-Aqsa. Les efforts d'Israël pour perturber les manifestations et poursuivre la colonisation de Jérusalem-Est ont incité le Hamas à répondre par des tirs de roquettes.

Ces exemples démontrent les efforts du Hamas pour passer à l'offensive et étendre sa résistance à des demandes qui vont au-delà de la levée du blocus. Un tel positionnement implique l'objectif d'agir en tant que puissance militaire pour défendre les Palestiniens contre la violence coloniale israélienne au-delà de la bande de Gaza. À la base de ces tactiques, il y a un changement stratégique clair de la part du mouvement, qui passe de l'acquiescement à son confinement à un défi plus explicite de la domination israélienne, renversant ainsi l'équilibre qui s'est installé au cours des 16 dernières années.

Ce changement est conforme à l'évolution historique du Hamas en tant que mouvement qui s'est appuyé à la fois sur la résistance armée et non armée, avec des hauts et des bas, pour contester l'occupation israélienne et faire avancer les revendications fondamentales de la lutte palestinienne, y compris le droit au retour, qui a été au cœur des manifestations de 2018. (L'histoire du Hamas regorge d'exemples dans lesquels il a interprété le contexte politique qui l'entourait et, au niveau de la direction du mouvement, a modifié l'orientation stratégique de l'organisation, en donnant des instructions claires à l'aile militaire pour qu'elle procède à une escalade ou à une désescalade).

Le récent passage à la violence totale est également conforme à la conception que le mouvement a du rôle de la résistance armée en tant que tactique de négociation - une tactique sur laquelle le mouvement s'est historiquement appuyé pour obtenir des concessions de la part d'Israël.

L'attentat du 7 octobre peut être considéré comme la prochaine étape logique d'un mouvement qui se heurte à son endiguement. Certains analystes ont qualifié l'action du Hamas de suicidaire, compte tenu de la réaction d'Israël, ou d'irresponsable, compte tenu du nombre de morts qu'elle a entraîné parmi les Palestiniens. L'exactitude de l'une ou l'autre de ces caractérisations dépend de l'analyse des options dont disposait le Hamas et de la manière dont la poussière se dissipe. Il ne fait cependant aucun doute que l'attentat lui-même a constitué une rupture décisive - qui, rétrospectivement, est clairement l'aboutissement de tous les changements que le mouvement avait expérimentés.

Le changement stratégique a consisté à passer d'une utilisation limitée des tirs de roquettes pour négocier avec Israël à une offensive militaire totale visant à perturber son confinement, en particulier, et l'hypothèse israélienne selon laquelle il pourrait maintenir un système d'apartheid en toute impunité.

Il ne fait aucun doute que l'attaque sanglante du 7 octobre a dépassé les attentes du Hamas et que l'ampleur des massacres en Israël a galvanisé l'opinion israélienne et internationale d'une manière que le Hamas n'avait peut-être pas entièrement anticipée. Toute opération militaire d'envergure menée avec un certain succès par le Hamas - ciblant des bases militaires près de la barrière entre Gaza et Israël et capturant un nombre important de combattants israéliens - aurait de la même manière brisé le paradigme du blocus et suscité une réponse israélienne dévastatrice.

Pourtant, le meurtre de civils à cette échelle - que les dirigeants du Hamas aient ou non activement encouragé et préparé ce niveau d'effusion de sang - a galvanisé une réponse israélienne féroce à Gaza, rendue possible par la carte blanche accordée au gouvernement israélien par la plupart des dirigeants occidentaux. Certains spécialistes du génocide ont affirmé que la campagne israélienne s'apparentait à un nettoyage ethnique et à une intention de commettre un génocide.

La question de savoir si ces réactions auraient eu lieu si aucun civil n'avait été tué ou enlevé est contrefactuelle. Quoi qu'il en soit, l'offensive militaire du Hamas et les violences massives qui ont suivi ont façonné de manière irréversible la nature de la réponse apportée aux Palestiniens de Gaza.

D'un point de vue strictement militaro-stratégique, avant l'attaque, la seule option autre que le recours à la force dont disposait le Hamas était de rester confiné dans le cadre du blocus, tandis que les colons israéliens étendaient leur violence déchaînée en Cisjordanie, que les hommes politiques israéliens perturbaient le statu quo autour du complexe Haram al-Sharif/mont du Temple de Jérusalem et qu'Israël était récompensé par des programmes américains d'exemption de visa et des accords de normalisation régionale.

Dans ce contexte, le Hamas n'avait d'autre choix que d'acquiescer à l'idée que les Palestiniens avaient été vaincus et de rester confinés et étranglés dans leurs différents bantoustans - des parcelles de terre disjointes qui ressemblent aux "*homelands*" sud-africains du même nom à l'époque de l'apartheid, où de nombreux Noirs urbains privés de leurs droits ont été déplacés et gouvernés par des régimes locaux fantoches prétendument indépendants, tandis qu'un gouvernement suprématiste blanc continuait d'exercer un contrôle militaire.

Pour le Hamas, il s'agissait de choisir entre une mort lente - comme le disent de nombreux habitants de Gaza - et une perturbation fondamentale de l'ensemble de l'équation.

Il est certain que le fait d'acculer le Hamas, et plus largement les Palestiniens, à une situation où seule une attaque militaire puissante de cette forme apparaît comme l'option préférée du mouvement aurait pu être évité. Même avant l'endiguement du Hamas, et plus particulièrement depuis la seconde Intifada, il existait de nombreuses possibilités d'engagement diplomatique et politique avec lui.

Entre 2005 et 2007, le Hamas a accepté de facto un programme politique qui, s'il avait été correctement exploité, aurait pu conduire à la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël et au démantèlement de l'occupation. Il s'agit d'une position que le mouvement a mise en avant dans le cadre de sa victoire électorale en 2006 et de son entrée ultérieure au sein de l'Autorité palestinienne. Plus tard, cette position a été formalisée en 2017 dans la charte modifiée du mouvement, qui appelait à la création d'un État palestinien sur la ligne de 1967, sans offrir de reconnaissance formelle à l'État d'Israël.

Le refus israélien et américain de s'engager dans les concessions politiques du mouvement depuis lors, alors qu'Israël a toujours reçu un laissez-passer pour maintenir son occupation violente et sa colonisation continue des terres palestiniennes, a sapé toute confiance que le Hamas aurait pu avoir dans l'intérêt de la communauté internationale à demander des comptes à Israël ou à permettre aux Palestiniens d'établir un État sur une partie de la Palestine historique.

On a beaucoup écrit sur les occasions manquées de traiter avec le Hamas par la voie diplomatique. Les événements qui ont suivi l'élection démocratique du mouvement en 2006 étaient fondés sur le refus de s'engager dans la plate-forme politique du Hamas, Israël et le gouvernement américain préférant poursuivre le changement de régime et traiter avec le Hamas militairement, choisissant de limiter leur engagement sur le dossier palestinien avec l'Autorité palestinienne.

Depuis lors, Israël a soutenu et permis au Hamas d'exister en tant qu'autorité gouvernementale tout en diabolisant le mouvement en tant qu'organisation terroriste, un paradoxe qui a permis à l'État de justifier la punition collective inhérente au blocus de la bande de Gaza. C'est explicitement la stratégie choisie par les gouvernements successifs de Benjamin Netanyahu, qui a ouvertement parlé des avantages pour Israël de poursuivre une "*politique de séparation*" entre la Cisjordanie et la bande de Gaza afin de saper les perspectives de création d'un État palestinien.

En l'absence de réelles perspectives diplomatiques pour le Hamas, les choix qui s'offraient à lui étaient soit un lent étranglement en tant qu'autorité gouvernante de la bande de Gaza, tandis qu'Israël s'acoquinait avec des régimes arabes qui avaient pratiquement abandonné la cause palestinienne, soit un coup décisif susceptible de remettre fondamentalement en cause l'hypothèse selon laquelle les Palestiniens étaient vaincus et soumis et qu'Israël pouvait maintenir son régime d'apartheid sans frais.

Le fait que le Hamas ait opté pour cette dernière solution suggère qu'il se comporte de manière stratégique et qu'il reste convaincu qu'il joue un jeu à long terme. Selon cette logique, même si l'aile militaire du Hamas était entièrement détruite ou expulsée, le mouvement a déjà

remporté une victoire en révélant la faiblesse et la fragilité de l'armée israélienne, qui pourra être exploitée à l'avenir par un Hamas reconstitué ou par une autre formation militaire future tout aussi attachée à la résistance armée comme moyen de libération. En d'autres termes, la perturbation elle-même devient un espace permettant l'émergence d'autres possibilités, alors qu'avant cela, il n'y avait que la certitude calcifiée de la poursuite de l'oppression palestinienne.